

Quand les choix politiques poursuivent la casse du service public d'éducation!

En janvier 2020, Sud Education, dans sa déclaration liminaire alertait sur la contestation de l'ensemble des personnels tant les conditions de travail du moment rendaient l'exercice quotidien difficile au point d'altérer le sens même de notre travail. Le flot des réformes, appliqué à la hussarde, sans prendre le temps du dialogue, sans expérimentation, sans évaluation dénaturait déjà nos missions et générait tout autant de colère... Mais peu importe, le ministre maintenait le cap de sa politique de sabotage de l'éducation, sûr de lui, dans une posture jupitérienne !

Puis, entre temps le covid est apparu, impactant si durablement le quotidien des classes que les mesures de carte scolaire de l'époque ont fini par être revues sous la pression des organisations syndicales réclamant un moratoire ; moratoire finalement arraché au ministère malgré son éternelle obsession des routines habituelles : à savoir cette volonté obsessionnelle de réduire les moyens et cet assujettissement à l'injonction de faire plus avec moins...

Mais rien, rien n'évolue et il est insupportable de voir encore une fois la profonde désinvolture ministérielle qui aboutit à ne pas prendre en considération les impérieuses nécessités face à cette pandémie. Le retour en classe en ce début d'année civile a, encore une fois, été le signe d'une impréparation et d'une pensée purement technocratique. Le Ministre n'a pas protégé et sécurisé les écoles, les élèves et les personnels. Il n'a pas investi suffisamment et n'a jamais pris au sérieux les alertes des organisations syndicales. Il a enfin usé les personnels par ses protocoles inadaptés et a fragilisé le service public par ses réformes. Pourtant, le maintien des classes ouvertes, respectueux des conditions de travail et d'apprentissages des élèves, et ce, sans souffrance et sans maltraitance, aurait été possible, mais à la condition de prendre certaines mesures indispensables : comme le dépistage systématique et régulier des personnels et des élèves (et non uniquement des cas symptomatiques) avec un plan de suivi sanitaire rapproché des personnels et des élèves ; comme la constitution d'une médecine de prévention en mesure d'assurer une partie de ces missions ; comme la mise à disposition du matériel de protection nécessaire pour tous les personnels et les élèves ; et aussi et surtout comme l'octroi de moyens supplémentaires pour permettre une baisse des effectifs à même de garantir des conditions d'accueil et d'apprentissage à la hauteur des enjeux de notre système éducatif.

Mais rien, rien de tout ça en dehors d'un mépris absolu ! Du mépris pour toute la communauté éducative et notamment les plus précaires comme les AED et AESH, pourtant en première ligne face à la crise sanitaire et toujours en attente d'un vrai salaire et d'un vrai statut.

Suite aux dernières journées de grève des personnels très largement mobilisés pour défendre leurs conditions de travail, les conditions d'apprentissage de leurs élèves, la sécurité et santé de toutes et tous, la qualité du service public, le ministre, qui marche seul et qui décide seul, a été contraint de recevoir dans son palais la colère de la rue. Pour autant les mesurette concédées, léger grain de sable dans le programme de saccage de l'éducation nationale, sont ridicules face au défi de notre système éducatif : réduire les inégalités et une école 100%

inclusive. Ce ministère matraque par voie de presse, de préférence privée, que le budget de l'éducation est en constante augmentation depuis une trentaine d'années or le choix est plutôt de ne faire aucun effort puisque la part du budget de l'éducation nationale est passée de 7.7% à 6.6% du PIB !

Aussi, alors que la lutte contre les inégalités est annoncée comme étant une priorité nationale, les chiffres contredisent cette volonté affichée puisque 32 millions sont destinés aux 1.7 millions d'élèves de l'éducation prioritaire, soit 18.80€ par élève et 70 millions pour les 85 000 élèves des Classes Préparatoires aux grandes Ecoles soit 840€ par élève ; un accompagnement de moyens 46 fois supérieur pour un élève de prépa par rapport à un élève de l'éducation prioritaire !!!

Aujourd'hui, lors de ce conseil départemental, dans un contexte de colère générale, de nouvelles fermetures de classes (30 pour le premier degré), suppressions de postes (18,5 pour les lycées) sont envisagées et ce dans la continuité de la casse des années précédentes.

Quelle illusion... plutôt quel cynisme de croire que quelques heures de DHG proposées en plus pour les collèges de la Manche permettront de faire face à la situation !!! Quel cynisme de croire que seulement trois postes de brigade résoudront les problèmes de remplacements., quel cynisme de croire que l'école peut se passer de moyens en terme de RASED, d'accompagnements pour les élèves allophones et ceux relevant du handicap, de psychologues scolaires, de médecins scolaires, d'infirmiers.... Quel cynisme d'exiger les mêmes devoirs quand les droits à une éducation à hauteur des besoins de chacun et chacune ne sont pas garantis !!!

Sud Éducation conteste l'ensemble des mesures de carte scolaire et revendique un collectif budgétaire afin de permettre un véritable plan d'urgence pour la rentrée prochaine. Sud Education appelle individuellement et collectivement l'ensemble des personnels à faire respecter ses droits dans cette période chaotique et à veiller à l'égal accès des élèves à un enseignement de qualité afin d'accéder à leur propre émancipation.

Les méprisé-es, les précarisé-es, les délaissé-es, les ignoré-es, les gens de peu ou de rien n'ont d'espoir que si l'exceptionnel a la possibilité d'être conçu !